



RAPPORT DE TENDANCES MENSUEL

COUVRANT LA MIGRATION COMPOSITE VERS, A TRAVERS ET DEPUIS L'AFRIQUE DU NORD

A propos: MHub est le centre régional de connaissances et le secrétariat pour l'Équipe Spéciale en charge des flux migratoires composites en Afrique du Nord, regroupant le DRC, l'OIM, le HCDH, le RMMS, Save the Children, le HCR, l'UNICEF et l'ONUDD. Le centre favorise une approche basée sur les droits de l'homme pour assurer la protection des personnes qui se déplacent dans le cadre de flux composites et complexes vers, à travers et depuis l'Afrique du Nord.

Portée: ce bulletin couvre les tendances migratoires composites en Algérie, en Égypte, en Libye, au Mali, au Maroc, au Niger, au Soudan, en Tunisie, en Grèce et en Italie.

Terminologie: dans le présent bulletin, les termes migrant, réfugié et demandeur d'asile sont utilisés pour désigner tous ceux qu'englobent les flux migratoires composites. Si la source d'origine spécifie une catégorie particulière, le terme approprié sera utilisé.

Sources: les données sont tirées d'une large variété de sources, y compris celles du gouvernement, de la société civile et des médias.

ÉVÉNEMENTS CLÉS



RÉGIONAL

Les États membres de l'ONU finalisent le texte du Pacte mondial

- Le texte du [Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières](#) a été [finalisé](#) et approuvé par les États membres de l'ONU le 13 juillet. Ce moment historique a été l'aboutissement de discussions et de consultations menées depuis plus d'un an par les États membres, les organisations internationales, la société civile, les responsables locaux et les migrants eux-mêmes. Ce Pacte est la première tentative mondiale visant à énoncer des principes clés, des engagements et des accords entre les États membres en termes de migration. Selon le [texte](#) finalisé, le Pacte « exprime notre engagement collectif à améliorer la coopération en matière de migration internationale ». En outre, la première partie du Pacte insiste sur les avantages et les effets positifs de la migration, qui peuvent être optimisés grâce à une meilleure gouvernance en termes de migration. Le document indique: « Il est crucial que les défis et les opportunités de la migration internationale nous unissent plutôt que de nous diviser. Ce Pacte mondial démontre notre compréhension commune, nos responsabilités partagées et notre objectif unique au sujet de la migration, afin que celle-ci fonctionne pour tous ».
- Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a salué la conclusion de l'accord dans une déclaration, en affirmant qu'il « reflète la compréhension commune des gouvernements que les migrations transfrontalières sont par nature-même un phénomène international et que la gestion efficace de cette réalité mondiale exige une coopération internationale pour améliorer son impact positif pour tous. Le pacte reconnaît également que chaque individu a le droit à la sécurité, la dignité et la protection ».
- Le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, s'est également [félicité](#) de l'accord et a salué les efforts déployés pour parvenir à ce moment historique. Il a déclaré: « Les États ont abordé les négociations dans un esprit de collaboration admirablement positif en vue de voir comment ils aimeraient que la politique, la pratique et la coopération migratoires évoluent au fil des ans plutôt que de réagir à une crise après l'autre comme cela semble souvent le cas ». « Ce n'est pas la fin de l'engagement mais le début d'un nouvel effort historique pour façonner le programme mondial sur les migrations pour les décennies à venir », a indiqué le Directeur général, William Lacy Swing.

La Cour constitutionnelle française se prononce en faveur d'un agriculteur précédemment accusé d'encourager la migration irrégulière

- Dans sa décision historique du 6 juillet, la plus haute juridiction constitutionnelle française a [statué](#) en faveur d'un agriculteur de la vallée de la Roya, en France, qui avait déjà été reconnu coupable de trafic de migrants. Le Conseil constitutionnel a jugé que Cédric Herrou était protégé par le « principe de fraternité » inscrit dans la Constitution française. Dans sa décision, le Conseil a écrit: « Il découle du principe de fraternité la liberté d'aider autrui, dans un but humanitaire, sans considération de la régularité de son séjour sur le territoire national ». M. Herrou a été condamné à une amende de 3 000 euros en 2017 pour aide aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile à la frontière franco-italienne dans la vallée de la Roya. M. Herrou, avec d'autres habitants locaux, avait [passé](#) deux ans à fournir aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile de la nourriture, un hébergement, des premiers soins de santé et un transport vers les villes voisines. Contrairement aux passeurs, M. Herrou ne s'attendait pas à être payé pour son aide et il le faisait gratuitement. M. Herrou avait saisi le Conseil constitutionnel après que son appel a été rejeté. Avant sa comparution devant le Cour, il avait déclaré: « Moi je préfère être enfermé avec la tête libre que de mettre des œillères, comme Monsieur Tout-le-monde ».

Journée mondiale contre la traite des personnes

- Lors d'un événement organisé à [l'occasion](#) de la Journée mondiale contre la traite des personnes, le 30 juillet, Amado Philip de Andres, Représentant de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD) du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Est, a appelé les États à coordonner leurs actions et à renforcer la coopération dans la lutte contre la traite des êtres humains. Lors de son allocution, M. de Andres a déclaré: « La coopération internationale doit devenir de plus en plus forte. Je parle en particulier de la coopération internationale à la fois policière et judiciaire visant à démanteler les réseaux criminels impliqués dans la traite des êtres humains ». Selon les chiffres publiés par l'ONU, plus de 800 000 personnes sont victimes de traite transfrontalière chaque année, et l'Organisation internationale du travail (OIT) [estime](#) à 21 millions le nombre de personnes victimes du travail forcé dans le monde.
- Maria Grazia Giammarinaro, Rapporteuse spéciale des Nations Unies contre la traite des êtres humains, a également [souligné](#) la nécessité d'une action mondiale pour lutter contre la traite des personnes, dans une déclaration préalable à l'évènement. Selon les propos de Mme Giammarinaro, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont la proie de réseaux criminels de trafiquants. Elle a déclaré: « Ils ont laissé derrière eux leur réseau de protection sociale et sont particulièrement vulnérables à la traite et à l'exploitation ».

La Commission européenne annonce l'octroi de 90 millions d'euros supplémentaires pour promouvoir la gestion des frontières et la protection des migrants en Afrique du Nord

- La Commission européenne a annoncé, le 6 juillet, qu'elle financerait trois nouveaux programmes liés aux migrations en Afrique du Nord pour un montant de 90 millions d'euros par le biais du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (EUTF). Au sujet des derniers programmes, Federica Mogherini, Haute Représentante/Vice-présidente, a dit: « Les nouveaux programmes adoptés aujourd'hui intensifieront l'action que nous menons en vue de gérer les flux migratoires de manière humaine et durable, en sauvant et en protégeant la vie de réfugiés et de migrants et en leur fournissant une aide et en luttant contre les trafiquants et les passeurs. Notre approche intégrée combine une action en mer et une action conjointe avec des pays partenaires le long des routes migratoires, y compris en Libye et au Sahel ».

Les trois programmes comprennent un programme de gestion des frontières pour la région du Maghreb d'une valeur de 55 millions d'euros, 29 millions d'euros destinés au programme actuel « Approche intégrée de la protection et d'aide d'urgence aux migrants vulnérables et bloqués en Libye », et 6,5 millions d'euros pour le renforcement des capacités de l'UE à aider les migrants vulnérables et à soutenir la Stratégie Nationale du Maroc (SNIA).

La Commission européenne lance une procédure d'infraction contre la Hongrie

- Le 19 juillet, la Commission de l'Union européenne a [envoyé](#) une lettre de mise en demeure à la Hongrie concernant une nouvelle [législation](#) hongroise qui érige en infractions pénales les activités de soutien aux demandes d'asile et de séjour, et qui restreint davantage le droit de demander l'asile. La mise en demeure indique que la nouvelle législation va à l'encontre des lois de l'UE et constitue la première étape de la procédure d'infraction pour violation du droit de l'UE. Selon un communiqué de presse de la Commission européenne, « la Hongrie manque à ses obligations qui lui incombent en vertu des traités de l'UE et de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ». La nouvelle législation, adoptée en juin, criminalise les personnes qui travaillent avec ou pour les ONG œuvrant à aider les demandeurs d'asile dans leurs démarches ou à défendre leurs droits. Selon la Commission européenne, de telles mesures « restreignent le droit des demandeurs d'asile de communiquer avec les organisations nationales, internationales et non gouvernementales concernées et d'être assistés par ces organisations ». La Commission européenne estime en outre que l'introduction d'un motif d'irrecevabilité des demandes d'asile limite « le droit d'asile d'une manière incompatible avec la [directive sur les conditions](#) que doivent remplir les demandeurs d'asile, et avec la [charte des droits fondamentaux de l'Union européenne](#) ».

ALGÉRIE

↳ Algérie abritera la 2e Conférence internationale sur la migration irrégulière

- L'Algérie a été [désignée](#) par le Parlement africain de la société civile pour organiser la 2e Conférence internationale sur la migration irrégulière. La conférence se tiendra du 19 au 21 novembre à Alger sur le thème « Préparer l'Afrique au défi de la crise migratoire ». La conférence [réunira](#) les agences de l'ONU présentes en Algérie, telles que l'UNICEF, le PNUD et le HCR, ainsi que les chefs d'organismes gouvernementaux, afin de discuter des moyens de lutte contre la migration irrégulière. « Les participants axeront leurs travaux sur l'importance du développement économique du continent africain à travers l'industrialisation et les activités de transformation pour lutter contre le chômage et la précarité, facteurs à l'origine de la migration clandestine », a déclaré Ali Sahel, président du Comité d'organisation de la conférence. La tenue de cet événement à Alger sera parrainée par l'Union africaine et la Banque africaine de développement.
- Du 10 au 12 juillet 2018, l'ONU DC et les autorités algériennes ont organisé un premier atelier pratique de trois jours sur « Le renforcement de la coordination nationale afin de mieux identifier et orienter les victimes de la traite des êtres humains en Algérie », à l'intention des membres du Comité interministériel national de la prévention et de la lutte contre la traite des personnes. Seize membres du Comité national (sept femmes et neuf hommes) ont participé à cet atelier, organisé dans le cadre du Programme mondial contre la traite des êtres humains (GLOT59) qui relève de l'ONU DC, avec la participation du Formateur régional de l'ONU DC pour la lutte contre la traite des êtres humains dans la région MENA. L'événement a été financé par le Bureau du Département d'État américain chargé de contrôler et de combattre la traite des personnes (J/TIP).
- Du 29 juillet au 1er août 2018, le Bureau régional de l'ONU DC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (ROMENA) a organisé un atelier de formation à la capitale algérienne, Alger, afin de renforcer les capacités des praticiens du droit pénal en matière de détection, d'enquête et de poursuite des cas de traite des personnes. L'événement a rassemblé 26 participants, dont 6 officiers de la Gendarmerie nationale, 8 officiers de police, 3 représentants du

ministère de la Solidarité nationale et 8 procureurs. Il était effectué sur la base d'une affaire pour but de simulation.

L'Algérie poursuit les expulsions

- Selon des informations rapportées par des responsables de l'ONU, l'Algérie aurait repris ses opérations d'expulsion de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile dans les déserts séparant l'Algérie et le Niger. Le président de l'OIM Niger, Giuseppe Loprete, a déclaré que près de 400 personnes étaient restées bloquées à la frontière algérienne avec le Niger sous une chaleur estivale implacable. L'Algérie semble avoir suspendu temporairement ces opérations en raison de la pression internationale et des critiques exercées par des organisations de défense des droits de l'homme. Selon un [rapport](#) publié par Associated Press, l'Algérie aurait expulsé environ 13 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile depuis mai 2017.
- Alors que l'expulsion de ressortissants étrangers d'Algérie a été la cible d'une couverture médiatique très négative au cours de l'année écoulée, le Conseil National des Droits de l'Homme en Algérie s'est [déclaré](#) satisfait d'une opération d'expulsion de 355 migrants nigériens en situation irrégulière vers leur pays d'origine. L'opération spécifique a été supervisée par un certain nombre d'agences onusiennes en Algérie, telles que le HCR et l'OIM, avec la présence d'une délégation, comprenant des psychologues et des professionnels de la santé. Le Conseil a publié une déclaration indiquant : « Nous sommes pleinement satisfaits des progrès de cette opération dont le point de départ était Alger, la capitale, et qui s'est étendue à la province de Tamanrasset, à l'extrême sud du pays, à la frontière avec le Niger et le Mali ».

Le tribunal pénal de Gizeh se prononce sur une affaire de traite des personnes

- Le 22 juillet, le tribunal pénal de Gizeh a [annoncé](#) sa décision dans l'affaire de 40 personnes accusées de traite des êtres humains et de trafic de migrants en Égypte. Outre le délit de formation d'un réseau criminel pour traite des personnes et trafic illicite de migrants, les accusés ont été inculpés de corruption, de falsification de documents officiels et de trafic sexuel. Les détails de la décision ne sont pas encore disponibles pour consultation. En 2016, l'Égypte a adopté une loi prévoyant des peines plus lourdes pour les crimes liés au trafic d'êtres humains après le décès des centaines de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile dans un incident tragique survenu au large des côtes égyptiennes.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères rencontre le Commissaire européen

- Le 11 juillet, lors d'un mini-sommet à Bruxelles sur la Syrie, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, a [rencontré](#) le Commissaire responsable de la Politique Européenne de Voisinage et des négociations de l'élargissement, Johannes Hahn, où il a exposé les efforts de l'Égypte visant à enrayer la migration irrégulière et la traite des êtres humains. Dans une déclaration officielle, le ministre Shoukry a déclaré que l'Égypte déployait des efforts considérables contre la migration irrégulière, et que le succès de ces efforts s'est traduit par l'arrêt presque total des bateaux voyageant clandestinement vers l'Europe à partir des côtes égyptiennes. Le ministre Shoukry a souligné le fait que beaucoup de personnes tentent la traversée illégale en transitant par la Libye, et que l'Égypte a besoin d'un soutien accru de la part de l'UE pour faire face à ces flux.

L'ONUDC organise une visite d'étude pour des responsables égyptiens

- Du 2 au 6 juillet 2018, une délégation de 11 hauts responsables égyptiens du Bureau du Procureur général, du ministère de l'Intérieur, et de l'Autorité de Contrôle Administratif a participé à une visite d'étude organisée par le Bureau régional de l'ONUDC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (ROMENA) dans le cadre de l'Action mondiale pour prévenir et combattre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants (GLO.ACT).
- Au cours du programme, la délégation égyptienne a rendu visite à de nombreuses autorités homologues à Rome et à Catane, dont les départements y afférents au ministère de l'Intérieur, à savoir: le Département de la Sécurité Publique, la Direction centrale de l'Immigration et de la Police aux frontières, le Centre national de coordination de l'immigration 'Roberto Iavarone', et le Département des libertés civiles et de l'immigration. S'y ajoutent la Direction nationale anti-mafia et anti terrorisme, le Département de l'égalité des chances auprès de la présidence du Conseil des ministres, la Préfecture de police et le Bureau du procureur de Catane.

- Au port de Catane, des séances d'information ont été tenues par les unités de la Police d'Etat responsables du débarquement, la Garde des finances (Guardia di Finanza) et les garde-côtes italiens.
- Les responsables égyptiens ont également rencontré des représentants de Frontex, d'Europol, de l'EASO, et du Groupe de travail régional européen (EURTF) à Catane. De plus, la délégation égyptienne a eu l'occasion de se rendre dans un centre pour mineurs hébergeant des victimes de la traite, et a été informée des mesures d'aide et de protection pour les victimes de la traite des personnes en Italie, en mettant notamment l'accent sur la protection des mineurs (qu'ils soient ou non victimes de traite).

L'ONUDC organise une formation de quatre jours sur la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants à l'intention des agents égyptiens du maintien de l'ordre

- Dans le cadre du projet GLO.ACT, l'ONUDC a organisé un atelier de formation de quatre jours sur la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, en collaboration avec le Comité de coordination nationale chargé de combattre et de prévenir la migration illégale et la traite des personnes (NCCPIM&TIP) ainsi que le ministère de l'intérieur. L'atelier a inclus des séances portant sur la coopération internationale, les enquêtes et preuves numériques. Il s'est déroulé du 9 au 12 juillet au Caire, et a rassemblé 20 responsables égyptiens du maintien de l'ordre.

L'ONUDC, l'OIM et le NCCPIM&TIP commémorent la Journée mondiale contre la traite des personnes

- Le 30 juillet 2018, le gouvernement égyptien, représenté par ses Comités nationaux chargés de lutter contre la traite des personnes, s'est associé à l'ONUDC et à l'OIM pour célébrer la Journée mondiale contre la traite des personnes et lancer une campagne au niveau national. L'événement a eu lieu à la Citadelle historique de Saladin pour célébrer l'adoption par l'Égypte de la campagne Blue Heart lors de la Journée mondiale contre la traite des personnes. Le logo Blue Heart était placé sur les anciens murs de la citadelle après le coucher du soleil, le rendant visible aux milliers d'automobilistes et de piétons se déplaçant dans les environs. Au cours de l'événement, une exposition de produits artisanaux par des entrepreneurs égyptiens a eu lieu sur le site historique, en plus d'une autre exposition de photos par l'OIM. Les médias et les journalistes étaient présents pour faire le point sur l'événement et en rendre compte. L'Ambassadrice Naela Gabr, Présidente du NCCPIM & TIP, Mme Cristina Albertin, Représentante régionale de l'ONUDC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, M. Laurent De Boeck, Chef de mission de l'OIM en Égypte, et M. Ivan Surkos, Chef de la délégation de l'Union européenne en Égypte, ont appelé à des actions plus coordonnées de sensibilisation et de lutte contre ce crime.

Réunion italo-libyenne sur la migration

- Le vice-premier ministre libyen, Ahmed Maiteeq, a [rencontré](#) le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, le 5 juillet à Rome, pour discuter des problèmes liés à la migration irrégulière. Lors d'une conférence de presse conjointe tenue à l'issue de la réunion, le vice-premier ministre Maiteeq et le ministre Salvini ont réaffirmé leur engagement à mettre fin à tous les flux migratoires irréguliers en provenance de Libye. S'adressant aux journalistes, M. Salvini a déclaré: « Mon objectif est de ne plus voir aucun bateau arriver ici. Mon but est que les personnes qui ont le droit de venir en Italie puissent venir en avion, en première classe de préférence. » En outre, les deux responsables ont appelé à la levée de l'embargo de l'ONU sur les armes, imposé à la Libye en 2011 à la suite de la chute de Mouammar Kadhafi. S'exprimant au sujet de l'embargo, le ministre Salvini a signalé: « Les passeurs et les contrebandiers ignorent évidemment (l'embargo) et peuvent s'armer comme ils l'entendent, alors que les seuls qui ne peuvent pas sont les autorités légitimes ». Le vice-premier ministre Maiteeq a repris à son compte les appels de M. Salvini et a ajouté: « Nous n'acceptons que les gens disent que la Libye ne présente pas d'aide au niveau de l'immigration, et qu'ils maintiennent en même temps un embargo qui nous empêche d'agir ». Il a également été [annoncé](#) qu'une conférence internationale sur la migration irrégulière se tiendrait à Tripoli cette année en septembre.

Tripoli et Rome vont réactiver un traité d'amitié datant de dix ans

- Le 7 juillet, la Libye et l'Italie ont [convenu](#) de réactiver un traité d'amitié signé en 2008 par le président libyen Mouammar Kadhafi et le Premier ministre italien Silvio Berlusconi. Cette annonce a eu lieu lors d'une conférence de presse conjointe à l'issue de réunions entre le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamad Siala, et son homologue italien, Enzo Moavero Milanesi. Le traité initial faisait partie des efforts de rapprochement entre l'Italie et la Libye. L'accord permettra aux migrants d'être rapatriés d'Italie vers la Libye, et augmentera les investissements italiens en Libye.

Le Directeur général de l'OIM appelle la Libye à mettre fin à la détention de migrants

- Lors d'une visite en Libye dans la première semaine de juillet, le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, a [appelé](#) les autorités libyennes à ne pas renvoyer en détention les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile interceptés en Méditerranée. Lors de sa visite en Libye, le Directeur général Swing a rencontré le Premier ministre libyen Fayez al-Sarraj, en plus d'autres responsables libyens, et a rendu visite à des migrants secourus et placés en détention. S'exprimant lors d'une conférence de presse, le Directeur général Swing a déclaré: « Durant ma rencontre avec le Premier ministre Fayez al-Sarraj, j'ai demandé que les migrants ramenés sur les côtes ou secourus par les garde-côtes ne soient pas placés dans des centres de détention. Ceux qui souhaitent rentrer chez eux devraient être rapatriés rapidement et volontairement dans leur pays d'origine plutôt que de rester en détention ». L'Ambassadeur Swing a également remercié le Premier Ministre libyen de réfléchir à sa proposition de ne pas renvoyer les migrants en détention et de créer des centres séparés pour les femmes et les enfants détenus.

Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile en Libye

encourent un risque accru de traite

- Le 17 juillet, le Chef de mission de l'OIM en Libye, Othman Belbeisi, a [mis en garde](#) contre les risques accrus auxquels sont exposés les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile bloqués en Libye. Lors d'une conférence de presse à Londres, M. Belbeisi a indiqué que les personnes emprisonnées en Libye font désormais face à un risque élevé d'enlèvement, d'exploitation et d'esclavage par des groupes armés et des milices. S'adressant aux journalistes présents, il a déclaré: « Les réseaux de passeurs deviennent plus organisés et plus forts, à l'échelle mondiale. Nous voyons de plus en plus de migrants vendus d'un passeur à l'autre...D'autres sont embauchés mais ne sont pas payés ». M. Belbeisi a ajouté: « Les trafiquants n'ont pas besoin de centres de détention, ils peuvent descendre dans la rue, détenir 100 migrants et les emmener dans une ferme (pour travailler). C'est une activité lucrative régulière pour les groupes armés ».

Une ONG de sauvetage accuse les garde-côtes libyens d'avoir abandonné des migrants en Méditerranée

- L'ONG espagnole de secours aux migrants, Proactiva Open Arms, a [accusé](#) les garde-côtes libyens d'avoir abandonné des migrants en Méditerranée à leur sort, qui sont morts le 17 juillet. L'ONG a pu sauver une femme, tandis qu'une autre femme et un enfant de quatre ans sont décédés quelques heures avant l'arrivée des secouristes espagnols. Selon Proactiva, les garde-côtes libyens ont sauvé 155 personnes à bord du même canot mais ont abandonné les trois autres quand ils ont refusé de monter à bord de leur bateau. L'ONG affirme également que les garde-côtes libyens ont endommagé le canot avant de partir. S'exprimant sur cet incident, Oscar Camps, fondateur de Proactiva Open Arms, a déclaré: « Je veux dénoncer une mission de sauvetage dans les eaux internationales par le navire marchand Triades qui abandonne un bateau dans la nuit, un bateau qui était en danger au milieu de la nuit, je dénonce aussi les garde-côtes libyens qui ne savaient pas comment gérer une situation d'urgence, qui sont arrivés deux jour et deux nuits en retard et qui ont abandonné deux femmes et un enfant dans les restes d'un bateau qu'ils ont eux-mêmes détruit ». M. Camps a également émis des critiques à l'encontre du navire de commerce qui n'est pas venu en aide aux migrants. « C'est la conséquence directe de ne pas permettre aux ONG qui sauvent des vies en Méditerranée d'y travailler », a-t-il ajouté. Dans leurs déclarations à la suite de l'incident, les garde-côtes libyens ont [indiqué](#) qu'ils avaient agi conformément aux normes internationales en matière d'opérations de sauvetage. Un porte-parole de la Garde côtière a déclaré: « Toutes les catastrophes qui se produisent en mer sont causées par des trafiquants de personnes qui ne s'intéressent qu'au profit, et par la présence de tels groupes non gouvernementaux irresponsables dans la région. Les garde-côtes libyens n'ont toutefois pas expliqué comment les deux femmes et l'enfant ont fini par être abandonnés dans le canot endommagé ».
- Le 18 juillet, Proactiva a révélé qu'elle emmènerait la femme survivante en Espagne au lieu de l'Italie, et a expliqué que l'Italie avait offert d'accueillir la femme, mais pas les corps de la femme et du petit garçon décédés. L'ONG a en outre assuré dans son communiqué craindre « pour la protection de la survivante et son entière liberté pour témoigner », d'où le fait de ne pas opter pour l'Italie comme destination de la femme survivante.

- Par ailleurs, Proactiva a également [déposé](#) le 21 juillet une plainte contre le navire commercial susmentionné auprès de la police espagnole. S'exprimant au sujet de la plainte, M. Camps a déclaré : « Nous avons porté plainte pour non-assistance à personne en danger et homicide involontaire contre le capitaine du Triades, et nous allons également le faire contre le capitaine du patrouilleur libyen membre des garde-côtes ». L'équipage du navire de Proactiva affirme que l'équipage du Triades a repéré le canot en détresse et n'a pas fourni d'assistance.

Huit migrants, réfugiés et demandeurs d'asile retrouvés morts dans un camion

- Les autorités libyennes ont [signalé](#) que huit migrants, réfugiés et demandeurs d'asile avaient été retrouvés morts dans la remorque d'un camion le 16 juillet à Zouara, dans l'ouest de la Libye. Selon les autorités, les victimes sont mortes asphyxiées après avoir inhalé des vapeurs d'essence suite à une longue période d'enfermement dans le camion. Au sujet

de l'incident, la Direction de la sécurité de Zouara a déclaré : « Enfermés dans le camion pendant longtemps, huit migrants sont morts asphyxiés. Parmi eux six enfants, une femme et un jeune homme. » Quatre-vingt-dix autres migrants, réfugiés et demandeurs d'asile dans le même camion ont été secourus et transportés à l'hôpital de Zouara dans un état critique.

L'ambassadeur de l'UE en Libye visite des centres de détention

- La Chef de la délégation de l'UE en Libye, Bettina Muscheidt, a rendu [visite](#) à des centres de détention libyens avec le sous-secrétaire libyen au ministère de l'Intérieur, Mohammed Al-Shibani, le 26 juillet. L'Ambassadeur Muscheidt a procédé à une inspection des conditions dans les centres. M. Al-Shibani a saisi l'occasion pour souligner l'importance du soutien continu de l'Europe aux efforts déployés par la Libye pour endiguer la migration irrégulière.

MAROC

L'UE soutiendra l'Espagne et le Maroc en matière de migration, mais les fonds seront limités

- Au sujet des demandeurs d'asile arrivant irrégulièrement en Espagne en provenance du Maroc, la Commission européenne a [exprimé](#) son intention d'augmenter les financements accordés au Maroc et à l'Espagne afin de soutenir les efforts des deux États en matière de lutte contre la migration irrégulière. Jean-Claude Juncker a annoncé l'intention de la Commission d'accroître son soutien financier à l'Espagne. Cette annonce a été faite par un tweet accompagné d'une copie de la lettre qu'il avait envoyée au Premier ministre espagnol Pedro Sanchez. « Dès que nous disposerons des fonds nécessaires à ce programme, celui-ci fera l'objet d'une nouvelle augmentation, tant au cours de cette année qu'en 2019 », a déclaré Juncker dans sa lettre.

Le leadership du Maroc mis en lumière lors de l'adoption du Pacte sur les migrations par les pays membres de l'ONU

- Une conférence se [tiendra](#) à Marrakech les 10 et 11 décembre pour adopter officiellement le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les migrations internationales, Louise Arbour, a déclaré que les dirigeants avaient pour but d'adopter officiellement le Pacte dans le cadre de cette conférence et que le Maroc assumait le rôle de chef de file dans l'organisation et l'accueil de la conférence. Elle a ajouté que le Maroc œuvrait à ce que la conférence

soit un grand succès. Le Pacte est élaboré pour « préserver la souveraineté des États et leur droit de décider de leurs politiques migratoires, réduire le chaos de la migration irrégulière et dangereuse, améliorer l'accès à des voies légales et sûres, par exemple sur le marché du travail où les ressources humaines sont déficitaires », a-t-elle déclaré.

Incendie déclenché lors de l'évacuation des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile

- Un incendie s'est [déclaré](#) dans un local appartenant à l'Office national des chemins de fer à Fès, au Maroc, alors qu'un certain nombre de migrants en situation irrégulière étaient en train d'être évacués du bâtiment. Le feu était maîtrisé et aucun blessé n'a été signalé. L'incendie a détruit près de 50 abris en plastique que des migrants avaient construits dans le bâtiment. L'évacuation a été gérée par les autorités marocaines et la Commission régionale des droits de l'Homme.

L'ONUDC organise une formation de trois jours à l'intention des procureurs

- Une formation a eu lieu au Maroc du 24 au 26 juillet à Tanger pour établir un réseau de procureurs de la Cour d'appel dotés de connaissances avancées et d'une compréhension commune des affaires de traite des personnes.

NIGER

L'OIM aide un nombre record de migrants ouest-africains à rentrer chez eux

- L'OIM a [aidé](#) 10 000 migrants de 10 différents pays d'Afrique de l'Ouest à rentrer chez eux depuis le Niger en 2018. Selon les informations communiquées par l'OIM, le nombre de migrants retournant dans leur pays d'origine cette année dépasse de loin celui de l'année dernière, au cours de laquelle 7 000 personnes ont été volontairement rapatriées. Un grand nombre de ces rapatriés ont été retrouvés au Sahara, à la

frontière commune avec l'Algérie, près des villes nigériennes d'Arlit et d'Assamaka. Les procédures d'identification étaient assez compliquées car la plupart des migrants ne possédaient aucun document de voyage ou d'identification. L'OIM a [réussi](#) à traiter plus de 5 000 demandes de documents de voyage. Des réservations de transport aérien et de bus ont été organisées pour les migrants souhaitant retourner dans leurs villes d'origine.

Les traversées de migrants depuis le Niger vers l'Europe diminuent de 95%, selon l'UE

- Le président du Parlement européen, Antonio Tajani, a [déclaré](#) que les arrivées de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile du Niger en Europe avaient chuté de 95% par rapport à l'année dernière. En 2016, environ 33 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Europe via le Niger, tandis que ce nombre a diminué à 18 000 en 2017 et à 10 000 personnes depuis le début de l'année. Il a également

souligné la nécessité de mobiliser des fonds supplémentaires de la part de l'UE afin de résoudre les problèmes liés à la migration irrégulière. Le président du Niger, M. Mahamadou a déclaré que le financement actuel de l'UE, d'un montant de 1,8 milliard d'euros, était insuffisant pour permettre au Niger de lutter efficacement contre la migration irrégulière. De son côté, M. Tajani a fait savoir qu'une grande partie des 500 millions d'euros alloués au Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique devrait être accordée au Niger pour ses efforts.

SOUDAN

Le Soudan élaborera une stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes

- Des responsables soudanais ont [annoncé](#) le 15 juillet qu'ils élaboreraient une stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes à la suite d'une réunion du Comité supérieur de la lutte contre la traite des êtres humains. La stratégie sera conçue conformément aux normes internationales établies et comprendra l'activation de la législation existante en matière de lutte contre la traite. La réunion, présidée par le vice-président Hassabo Mohamed Abdel-Rahman, a porté sur les cadres juridiques permettant d'enrayer la traite des personnes ainsi que les méthodes permettant de prendre en compte les dimensions sociales et humanitaires du phénomène. Le Comité a également décidé d'introduire des partenariats avec des organisations régionales et internationales de lutte contre la traite. Le procureur général Omer Ahmed Mohamed a examiné au cours de la réunion un rapport préparé par le sous-comité juridique du Comité, qui est chargé de la législation relative à la migration.

Des ressortissants soudanais sur le point d'être rapatriés de Libye

- L'ambassade du Soudan à Tripoli a [délivré](#) des documents de voyage temporaires à des dizaines de ressortissants soudanais en Libye afin de faciliter leur retour au Soudan. L'Agence libyenne contre l'immigration illégale (AIIA) a fait cette annonce le 11 juillet. D'autre part, l'Agence a signalé que l'ambassadeur du Soudan en Libye s'était rendu à son siège le 5 juillet pour examiner les conditions des ressortissants soudanais. Les rapatriements volontaires se feront via l'aéroport international de Mitiga, avec le soutien et l'aide de l'OIM. L'AIIA avait précédemment signalé que 56 ressortissants soudanais avaient été rapatriés par la frontière entre Kufra et le Soudan au cours de la première semaine de juillet.

L'ONU DC organise un atelier de formation de base de quatre jours à l'intention des responsables du maintien de l'ordre et des praticiens de la justice pénale sur les enquêtes et poursuites dans les affaires de traite des personnes

- Du 9 au 12 juillet, l'ONU DC et l'Institut des sciences judiciaires et juridiques (JLSI) ont organisé un « Atelier de formation de base à l'intention des responsables du maintien de l'ordre et des praticiens de la justice pénale sur les enquêtes et les

poursuites dans les affaires de traite » dans l'État de Gedaref (Soudan de l'Ouest). L'atelier était destiné à 17 participants (4 procureurs, 5 juges, 8 agents du maintien de l'ordre). Les participants viennent de différentes localités de l'État de Gedaref (Al Gedaref, El Showak, Al Fau, Douka). Une procureure faisait partie des participants. L'ONU DC, en tant que partenaire d'exécution du projet « Better Migration Management » (Meilleure gestion des migrations), a participé à la Conférence régionale du BMM sur « L'échange de bonnes pratiques entre les organismes nationaux de lutte contre la traite dans la Corne de l'Afrique », qui s'est tenue du 16 au 18 juillet 2018 à Khartoum, au Soudan. La Conférence a réuni des organismes de lutte contre la traite, issus de la Corne de l'Afrique, afin d'enrichir leurs idées et leurs outils sur la manière de développer et de promouvoir les réponses nationales principales ainsi que la coopération régionale.

L'ONU DC organise un atelier de formation de trois jours sur les compétences en salles d'audience pour les procureurs et les avocats de la défense

- Du 22 au 25 juillet, l'ONU DC et l'Institut des sciences judiciaires et juridiques ont organisé un atelier de formation sur les compétences en salles d'audience à l'intention des procureurs et des avocats de la défense dans l'État de Kassala (Soudan de l'Ouest). L'atelier était destiné à 8 procureurs et 8 avocats de la défense (4 femmes et 12 hommes). Les participants venaient de différentes régions (Kassala, Khartoum, Khashm Algirba, Halfa Al-Jadida, Wad Alhelew).
- L'ONU DC, en tant que partenaire d'exécution du projet « Better Migration Management » (Meilleure gestion des migrations), a participé à la Conférence régionale du BMM sur « L'échange de bonnes pratiques entre les organismes nationaux de lutte contre la traite dans la Corne de l'Afrique », qui s'est tenue du 16 au 18 juillet 2018 à Khartoum, au Soudan. La Conférence a réuni des organismes de lutte contre la traite, issus de la Corne de l'Afrique, afin d'enrichir leurs idées et leurs outils sur la manière de développer et de promouvoir les réponses nationales principales ainsi que la coopération régionale.

TUNISIE

Des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile arrivent en Tunisie après deux semaines d'attente

- Un groupe de 40 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile est [arrivé](#) au port tunisien de Zarzis le 1er août, après deux semaines à bord d'un navire de commerce. Le Premier ministre tunisien Youssef Chahed a annoncé le 28 juillet que le groupe de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, qui comprend deux femmes enceintes, serait autorisé à débarquer en Tunisie pour des « raisons humanitaires ». Le groupe a été sauvé pour la première fois le 16 juillet dans la zone de recherches et de secours (SAR) de Malte par un navire de commerce tunisien, Sarost 5. Le navire s'est vu refuser l'autorisation d'accoster à Malte, en Italie, en France et en Tunisie. L'ONG WatchTheMed a [critiqué](#) la décision de Malte d'interdire le débarquement du bateau et a affirmé que Malte avait enfreint le droit international en le dirigeant vers la Tunisie. Malte a démenti cette allégation, et les responsables maltais ont déclaré que « les conventions applicables stipulent que le débarquement doit avoir lieu au plus proche lieu sûr. Dans ce cas, la Tunisie était l'endroit le plus proche qui remplissait les conditions requises en tant que lieu de débarquement sûr ».
- La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a [salué](#) la décision de la Tunisie d'autoriser le bateau à accoster et à débarquer ses passagers. S'exprimant au sujet de cette décision, le Secrétaire général de la FICR, Elhadj As Sy, a déclaré: « Nous saluons la décision prise ces derniers jours. Nous estimons que toutes les personnes, quel que soit leur statut d'immigration, ont le droit d'être traitées avec dignité et respect et ont le droit d'avoir accès aux services humanitaires de base. Nous considérons cette décision comme un engagement du gouvernement tunisien à respecter ces normes humanitaires».
- Le navire est resté bloqué en mer pendant deux semaines

alors que les conditions à bord se détérioraient rapidement. M. Mongi Slim, membre du Croissant-Rouge tunisien, avait mis en garde contre les conditions sanitaires déplorables à bord du bateau et le mauvais état psychologique de ses passagers. S'exprimant le 24 juillet, M. Slim a [déclaré](#): « La situation à bord du navire est très mauvaise. Le capitaine a signalé qu'il n'autorisait plus les fournitures médicales ni la nourriture à bord, afin de mettre plus de pression sur le gouvernement tunisien ». Le Croissant-Rouge a signalé qu'il fournissait un soutien et une aide aux personnes à bord du bateau et qu'il continuerait de le faire après le débarquement.

L'ONU, l'OIM et le Comité de lutte contre la traite des personnes célèbrent le lancement de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la traite des personnes

- A l'occasion de la Journée internationale contre la traite des personnes, l'ONU, en collaboration avec l'OIM et le Comité de lutte contre la traite des personnes, a célébré l'adhésion de la Tunisie à la campagne Blue Heart ainsi que le lancement officiel de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la traite des personnes. Le ministre de la Justice, M. Ghazi Jeribi, a ouvert la cérémonie qui a rassemblé plus de 200 personnalités des ministères tunisiens, des parlements, des représentants d'organisations internationales, des missions diplomatiques et de la société civile, ainsi que des personnalités publiques et des artistes. Par ailleurs, un forum d'associations s'est tenu après la cérémonie pour sensibiliser le public au crime de traite des personnes en Tunisie et aux efforts déployés par la société civile pour soutenir les victimes. Dans l'après-midi, un documentaire sur la traite des êtres humains en Tunisie produit par l'ONG internationale, Avocats Sans Frontières, a été projeté et suivi d'un débat.

GRÈCE

Arrivées par mer

- 2 463 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés par la mer en Grèce entre le 1er et le 29 juillet, ce qui représente une baisse de 4% par rapport au mois de juin. Malgré la légère baisse du nombre d'arrivées, le nombre de décès enregistrés le long de l'itinéraire de la Méditerranée orientale au cours de la même période a augmenté: 51 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont perdu la vie lors de cette traversée.

Des affrontements éclatent au centre d'enregistrement de Lesbos

- 19 personnes ont été [arrêtées](#) et huit autres blessées à la suite des violences qui ont éclaté au centre de réception de la Moria, sur l'île grecque de Lesbos, le 9 juillet. Selon des sources policières, trois tentes auraient été incendiées lors des affrontements. Bien que les actes de violence n'aient pas été clairement justifiés, les rapports [indiquent](#) que des clashes ont éclaté entre des groupes rivaux dans le camp.

Des milliers de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile traversent le fleuve Evros en Grèce en 2018

- Des membres de l'ONG médicale Médecins Sans Frontières (MSF) ont [déclaré](#) que plus de 10 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile avaient quitté la Turquie en destination

de la Grèce par la traversée du fleuve Evros à sa frontière nord avec la Turquie, en 2018. Ce chiffre dépasse de loin l'estimation du nombre d'arrivées par le même itinéraire pour 2017. La coordinatrice de MSF sur le terrain en Grèce, Ifigenia Anastasiadi, a appelé les autorités à renforcer les installations de soutien et d'aide dans les environs pour faire face à l'augmentation du nombre d'arrivées. Mme Anastasiadi a également exhorté les autorités à moderniser le centre d'accueil dans la région.

- Le 1er août, MSF a également [annoncé](#) qu'elle fournirait des services médicaux à la région d'Evros afin de soutenir le personnel des centres de réception gérés par l'Etat. Selon une déclaration de MSF, « Ceux qui traversent la frontière sont détenus pendant un certain temps dans différents établissements de la région, jusqu'à ce que le processus d'identification soit terminé, avec très peu ou pas d'accès aux soins de santé ». Le programme d'une durée de quatre mois fournira des soins de santé primaires aux migrants, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile nouvellement arrivés sur le territoire.

La Grèce appelle à une augmentation des fonds de l'UE

- Le 18 juillet, le ministre grec de la Politique migratoire, Dimitris Vitsas, a [appelé](#) à la hausse des fonds et du personnel de soutien assurés par les autorités de l'UE afin d'améliorer la situation des îles grecques. S'adressant aux journalistes, le ministre Vitsas a déclaré: « Les pays en première ligne doivent obtenir un soutien financier... En Grèce, nous sommes particulièrement intéressés par le soutien financier dont bénéficient nos cinq îles ». Le ministre Vitsas a également fait savoir que la Grèce avait besoin de personnel supplémentaire assuré par l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (EASO), notamment des traducteurs, afin de faciliter le traitement

du nombre de demandes d'asile destinées aux résidents de Moria qui parlent dans l'ensemble 38 langues et dialectes.

- La ministre Vitsas a également [commenté](#) un récent accord de migration négocié entre l'Allemagne et la Grèce. Selon les termes de l'accord, la Grèce traitera 1 500 demandes d'asile provenant de l'Allemagne en échange de l'acceptation par l'Allemagne de 2 900 demandes de regroupement familial de la Grèce. S'exprimant au sujet de l'accord, la ministre Vitsas a déclaré que l'accord visait à « trouver une solution unique européenne pour le règlement du flux migratoire et limiter les actes unilatéraux ».

ITALIE

Arrivées par la mer

- 1 807 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés par la mer en Italie entre le 1er et le 29 juillet, soit près de la moitié du nombre d'arrivées enregistrées le mois de juin. Le nombre de décès enregistrés le long de l'itinéraire de la Méditerranée centrale a également diminué: 43 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont perdu la vie au cours de la même période.

Pour la première fois, l'Italie empêche un navire italien privé d'accoster avec des migrants sauvés

- L'interdiction de secours imposée par l'Italie aux navires internationaux transportant des migrants en Italie s'est [étendue](#) pour la première fois aux navires italiens. Le gouvernement italien a empêché le navire italien, le Vos Thalassa, d'accoster après que celui-ci a répondu à un appel de détresse près de la côte libyenne et a sauvé 66 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Selon les ressources du gouvernement, le sauvetage effectué par le navire italien a été jugé inutile étant donné que les gardes-côtes libyens étaient plus proches des migrants. Les 66 migrants ont été transportés à une garde côtière italienne. Parallèlement, le gouvernement italien a [déclaré](#) vouloir étendre l'interdiction de sauvetage des migrants aux navires de la marine étrangère. Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, a tenu des propos à ce sujet suite à l'arrivée du navire de la marine irlandaise, Samuel Beckett, transportant plus de 100 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile après avoir participé à l'opération Sophia, parrainée par l'UE. Le ministre italien des Transports, Danilo Toninelli, a tweeté: « La migration ne peut pas être un problème propre à l'Italie, sinon l'UE est en danger ».

L'Italie autorise un navire de migrants à débarquer en Sicile

- L'Italie a [décidé d'autoriser](#) un bateau transportant un grand nombre de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile à accoster après que la France, l'Allemagne, Malte, le Portugal et l'Espagne ont accepté d'accueillir chacun 50 migrants. Malte et l'Italie refusent d'accepter que le navire accoste sur leurs côtes en se rejetant la responsabilité l'un sur l'autre. Les 57 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile autorisés à débarquer en Sicile étaient tous des femmes et des enfants. Le Premier ministre Giuseppe Conte avait adressé une lettre aux États membres de l'UE leur demandant d'intensifier leurs actions, de partager les responsabilités et d'accepter l'accueil d'une partie des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Des enfants migrants exploités sexuellement pour « payer » le passage Italie-France, selon une organisation caritative

- Selon un [rapport](#) de Save the Children Italie, des enfants migrants sont victimes d'abus sexuels afin de payer leur passage des territoires italiens vers les frontières françaises. Les chauffeurs forcent les enfants à des actes sexuels s'ils n'ont pas les moyens de payer les frais de transport variant entre 50 et

150 dollars. Les enfants sont également victimes [d'abus sexuels](#) en échange d'offres de nourriture et d'abri. S'ils ont besoin d'un abri ou de nourriture, ils sont exploités sexuellement en échange de ces services. Dans le rapport, Raffaella Milano, directrice des programmes Italie-Europe de Save the Children, a déclaré que les victimes étaient très jeunes et que les jeunes filles étaient particulièrement exposées au risque d'abus et d'exploitation. Milano a signalé que le problème s'était aggravé après le déblaiement du camp près de la rivière Roya. Depuis lors, les enfants ont été forcés de vivre dans la rue dans des « conditions dégradantes, libertines et dangereuses ». Save the Children a déclaré que 1 900 filles dans cette région avaient été exploitées entre janvier 2017 et mars 2018. « Il est inacceptable que dans notre pays, les enfants et les adolescents finissent dans le réseau d'exploiteurs sans scrupules », a déploré Milano.

Italie: Conte annonce une conférence sur la stabilisation de la Libye

- Lors de sa visite aux États-Unis, le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte a [annoncé](#) son intention d'organiser une conférence sur la Libye afin de rechercher des moyens de stabiliser le pays. A propos des thèmes de la conférence, M. Conte a déclaré: Nous allons discuter des aspects économiques mais aussi des aspects sociaux: la nécessité de protéger les droits civils, le problème de la procédure constitutionnelle sur la promulgation et l'adoption de lois afin de permettre à la Libye, en particulier, d'avoir des élections démocratiques dans un contexte de stabilité essentielle».

ONU: Le retour des migrants en Libye par un bateau italien pourrait enfreindre le droit international

- Les Nations Unies ont déclaré qu'une opération au cours de laquelle un remorqueur italien avait sauvé plus de 100 personnes en Méditerranée et les avait [retournées](#) en [Libye](#) aurait enfreint le droit international. L'organisation espagnole de secours, Proactiva Open Arms, a fait savoir que ce navire avait sauvé 108 personnes des eaux internationales et les avait ramenées sur les côtes libyennes le lundi 23 juillet. L'information a été corroborée par l'homme politique italien Nicola Fratoianni qui était à bord du navire de sauvetage Proactiva. Les garde-côtes italiens ont déclaré que l'opération de sauvetage avait eu lieu dans les eaux libyennes sous la direction de la garde-côte libyenne. L'Organisation des Nations Unies chargé des migrations n'a pas pu déterminer le lieu de l'opération de sauvetage, mais a confirmé que les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile sauvés avaient été retournés en Libye. Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, a nié que son pays ait contrevenu au droit international: « La marine garde-côtière italienne n'a ni coordonné, ni participé à cette opération, comme l'a faussement déclarée une ONG et un député de gauche mal informé », a-t-il répondu dans un message sur Facebook.

Itinéraire de la Méditerranée occidentale

- [8 719](#) migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc pour se rendre en Espagne par la mer au mois de juillet, portant ainsi le total des arrivées par la mer pour cette année à 24 834. Les chiffres de juillet représentent une hausse de 26% par rapport au mois précédent au cours duquel le plus grand nombre d'arrivées pour 2018 a été enregistré. L'Espagne a connu une augmentation considérable du nombre d'arrivées par mer cette année. En effet, l'Itinéraire de la Méditerranée occidentale a dépassé l'Itinéraire de la Méditerranée centrale en termes d'arrivées depuis le début de 2018. Les services de secours maritimes espagnols ont de même annoncé avoir sauvé près de 1 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en Méditerranée pendant deux jours, du 28 au 30 juillet. Selon les chiffres de l'OIM, 15 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont perdu la vie en tentant de traverser la mer pour rejoindre l'Espagne entre le 1er et le 29 juillet.
- De plus, [955](#) migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc en direction de l'Espagne via les frontières terrestres communes avec le Maroc (Ceuta et Melilla) au cours du mois de juillet, ce qui porte à 3 767 le nombre total de ces traversées cette année. Le nombre de traversées par voie terrestre en juillet est le plus élevé depuis le début de l'année. Le 26 juillet, plus de 600 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont [traversé](#) l'enclave espagnole de Ceuta. Les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en question ont franchi la clôture frontalière fortifiée à l'aide de cisailles, de scies et de maillets.

L'Espagne va assurer l'accès des migrants sans-papiers aux services de soins de santé

- Le ministère espagnol de la Santé a [envoyé](#) aux gouvernements régionaux un projet de décret proposant de couvrir les migrants en situation irrégulière par les services de santé publique, et d'alléger les restrictions actuelles en matière d'accès. Le projet de décret ne rend plus obligatoire aux migrants la possession d'une carte de sécurité sociale, et élimine la procédure d'inscription sur le registre municipal avant de pouvoir bénéficier des services de santé publique. Le journal El País a rapporté qu'une source du ministère avait déclaré: « Un immigrant pourra débarquer d'un bateau, avoir de l'aide des services sociaux, et se diriger directement vers le centre de santé local ». Le décret stipule la réduction ou la suppression d'une période de 90 jours au cours de laquelle les services fournis aux non-citoyens sont limités, donnant ainsi à tous les migrants un accès immédiat aux services de santé.

MULTIMÉDIA D'INTÉRÊT

[Why we need to protect refugees from the 'big ideas' designed to save them \(Pourquoi nous devons protéger les réfugiés des « grandes idées » conçues pour les sauver\) - The Independent](#)

Cet article d'opinion traite des grandes idées qui sont suggérées par les universitaires comme solution à la crise des réfugiés, mais qui restent hors de vue.

[A plan for the free movement of Africans across the continent is being held up by fears of xenophobia \(Un plan pour la libre circulation des Africains à travers le continent est reporté à cause des craintes de xénophobie\) - Quartz Africa](#)

Cet éditorial examine la proposition de libre circulation des personnes entre pays africains, en précisant les éventuels avantages et inconvénients d'un tel accord.

[Opinion: The EU Looks to Offshore Its Migrant Crisis. That's A Horrifying Prospect \(Opinion: L'UE compte externaliser la crise migratoire. Une perspective effrayante\) - NPR](#)

Cet article d'opinion aborde les politiques et les orientations de l'UE en matière d'externalisation de la crise des migrants et des réfugiés, et explique leur incidence sur la vie et les parcours des réfugiés.

[What do nationalism and immigration mean for economics? \(Quel impact du nationalisme et de l'immigration sur l'économie?\) - Forum économique mondial](#)

Cet article traite des effets du nationalisme et de l'immigration sur les économies, et de la réalité des discours nationalistes accusant l'immigration d'affecter la croissance économique.

[Mediterranean Sea: The Largest Graveyard in Modern History \(Mer Méditerranée: Le plus grand cimetière de l'histoire moderne\) - Dissident Voice](#)

Cet article décrit la situation en Méditerranée et le nombre élevé de décès de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile.

[Refugees and the City The Twenty-first-century Front Line \(Les réfugiés et la ville: La ligne de front du XXIe siècle\) - Conseil mondial pour les réfugiés](#)

Ce document de recherche aborde les traits de la crise des déplacements urbains et identifie les défis et les opportunités auxquels les villes sont confrontées.

["Without Education They Lose Their Future" Denial of Education to Child Asylum Seekers on the Greek Islands \(« Déscolarisés, c'est leur avenir qui leur échappe »\): Les enfants demandeurs d'asile privés d'éducation sur les îles grecques\) - Human Rights Watch](#)

Ce document évalue la situation de l'éducation des enfants migrants et demandeurs d'asile en Grèce.

[Responding to the Human Trafficking-Migrant Smuggling Nexus With a focus on the situation in Libya \(Répondre au lien entre la traite des êtres humains et le trafic de migrants, en mettant l'accent sur la situation en Libye\) - L'initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée](#)

Cette étude tente de faire la distinction entre les termes « Traite des êtres humains » et « Trafic de migrants » à travers la description de la situation en Libye tout en soulignant l'importance de placer les droits de l'homme au cœur de l'étude des termes.

[New Walled Order: How barriers to basic services turn migration into a humanitarian crisis \(Nouvel ordre fortifié: Comment les obstacles aux services vitaux font de la migration une crise humanitaire\) - Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge \(FICR\)](#)

Une étude de la FICR décrit les difficultés que rencontrent les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile lorsqu'ils tentent de bénéficier d'une aide humanitaire de base, et dévoile les efforts déployés par la FICR pour faciliter leur accès à l'aide.

[Attitudes towards National identity, Immigration and refugees in Italy \(Attitudes à l'égard de l'identité nationale, de l'immigration et des réfugiés en Italie\) - More in Common](#)

Ce rapport donne un aperçu des opinions des Italiens sur leur pays, sa place dans le monde et leurs relations avec les récents flux de migrants vers l'Italie.

[Migrant Smuggling Data and Research: A global review of the emerging evidence base \(Données et études sur le trafic illicite de migrants: Révision mondiale de la base de données émergente\) - OIM](#)

Ce document de recherche passe en revue l'état actuel des données et des recherches sur le thème du trafic de migrants dans le monde.